Les codes coloniaux dans la pratique actuelle de la criminalité financière

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Un code de 1871 toujours en vigueur

Le code pénal adopté par le législateur colonial en 1871 est toujours en vigueur à Singapour sous le titre Penal Code 1871, bien qu'il ait été modifié à de nombreuses reprises.[1] Ses infractions d'escroquerie (cheating), d'abus de confiance (criminal breach of trust), de faux et de falsification de comptes forment l'ossature du droit pénal applicable à la fraude dans les secteurs financier et du négoce de Singapour. Le praticien qui défend ou poursuit une affaire de fraude à Singapour travaille donc avec des dispositions dont la structure remonte au projet de Macaulay pour l'Inde britannique et au programme législatif de la colonie de la Couronne.

Cette continuité a des conséquences pratiques. Les infractions de fraude à Singapour sont définies par les éléments constitutifs fixés dans le code, et des décennies de jurisprudence singapourienne, malaisienne et indienne interprètent ces éléments. Des notions comme « dishonestly » et « fraudulently », que le code définit en ses propres termes, diffèrent dans le détail du droit anglais de la fraude. Les juristes

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

formés en Angleterre doivent donc s'adapter au code lorsqu'ils traitent des dossiers singapouriens. Les décisions indiennes et malaisiennes conservent quant à elles leur pertinence en tant qu'autorités persuasives (persuasive authority).

L'affaire Hin Leong à titre d'illustration

Les poursuites engagées contre le fondateur de Hin Leong Trading, dont la partie H examine l'effondrement en 2020, illustrent l'application du code à une fraude moderne au financement du commerce. Le 18 novembre 2024, il a été condamné à dix-sept ans et demi d'emprisonnement pour deux chefs d'escroquerie au titre de la section 420 du Penal Code et un chef d'instigation au faux au titre de la section 468, lue conjointement avec la section 109. Par l'intermédiaire d'employés de la société, il avait affirmé à HSBC que Hin Leong avait conclu deux contrats de vente de pétrole, à l'appui de documents fabriqués, et obtenu l'escompte des créances correspondantes, pour lequel HSBC avait décaissé 111 683 939 dollars US.[2] En appel, la High Court a réduit la peine à treize ans et demi en mars 2026, en tenant compte de ses efforts de restitution et de son âge.[3]

L'affaire montre comment une disposition rédigée dans les années 1830 pour l'Inde et adoptée pour les Établissements des Détroits (Straits Settlements) en 1871 sert à réprimer, au XXIe siècle, l'escompte frauduleux de créances pétrolières. La technique du financement du commerce a changé du tout au tout. Le comportement répréhensible sous-jacent est resté le même : obtenir de l'argent d'un prêteur par de fausses déclarations étayées de documents falsifiés. Les définitions générales du code se sont révélées assez souples pour l'appréhender.

Liste de contrôle pour les praticiens

- Identifier tôt, dans toute affaire de fraude ou de détournement, les infractions du Penal Code applicables, en particulier l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et la falsification de comptes.
- Analyser les définitions propres au code de « dishonestly » et « fraudulently » sans présumer que les notions anglaises de fraude s'appliquent telles quelles.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Consulter les décisions singapouriennes, malaisiennes et indiennes portant sur les mêmes dispositions, puisque ces trois juridictions ont hérité du modèle indien.
- Vérifier, dans l'Evidence Act issu de l'ordonnance de 1893, les règles d'admissibilité des documents et des enregistrements électroniques dans les litiges de financement du commerce.
- Distinguer le droit pénal codifié de la common law non codifiée des contrats et des trusts, qui régit les actions civiles des prêteurs et des investisseurs sur les mêmes faits.

Notes

1. Singapore Statutes Online, « Penal Code 1871 » (consulté en octobre 2026) ; Wikipedia, « Penal Code (Singapore) » (consulté en octobre 2026) : le code existe sous le titre Penal Code 1871 (2020 Revised Edition) et a été modernisé par le Criminal Law Reform Act 2019. ↩
2. Singapore Police Force, « Founder of Hin Leong Trading sentenced and jailed for cheating and instigating forgery », 18 novembre 2024 : deux chefs d'escroquerie au titre de la section 420 et un chef d'instigation au faux au titre de la section 468 lue conjointement avec la section 109 du Penal Code ; peine de 17,5 ans ; HSBC a décaissé 111 683 939 USD. ↩
3. Malay Mail, « Singapore's Hin Leong founder OK Lim has jail term cut to 13½ years after High Court appeal », 4 mars 2026 : la High Court (Hoo Sheau Peng J) a réduit la peine de 17 ans et demi à 13 ans et demi, en invoquant les efforts de restitution et l'âge de l'appelant, 84 ans. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com